

n°77

OCTOBRE 2014



• VEILLE • ANALYSE • PROSPECTIVE •
Le contexte de l'intelligence stratégique

LETTRE

CONFIDENTIELLE

Asie21 - futuribles

ASIE | ASIE CENTRALE | EXTRÊME-ORIENT | ASIE DU SUD-EST | ASIE DU SUD | PACIFIQUE

**Directeur de publication &
Rédacteur en chef**
Catherine Bouchet-Orphelin

© Copyright 2014
**Reproduction interdite dans tout
format papier ou électronique.**

Finalisées eurl
Siège social : 13 avenue Boudon
75016 Paris

Comité de lecture et de rédaction
Laurent Amelot, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Dombrowsky, Emmanuel Dubois, Patrick Hébert, Jean Hourcade, Jean-Yves Heurtebise, Michel Jan, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Michel Lummaux, Jorge Lusaf, Rémi Perelman, Jean Perrin, Daniel Schaeffer.



Abonnement
contact@asie21.com
www.asie21.com

ISSN 2105-0627
RCS Paris B 409 224 169
Siret : 409 224 169 00014
Code APE : 741G
N°ident. intracommunautaire :
FR70409224169.

Sommaire

1°

ÉVÉNEMENTS MAJEURS DU MOIS ET ENJEUX DE DEMAIN

EXTRÊME-ORIENT

CHINE

• De nouveaux motifs pour investir en France
Philippe Delalande, Asie21

• L'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)
Patrick Hébert, Asie21

CHINE - GRÈCE - EUROPE

Visées chinoises sur les terres rares grecques
Daniel H.C. Schaeffer, Asie21

CORÉE DU SUD

MIKTA, la diplomatie des puissances moyennes
Arnaud Leveau, Asie21

HONG KONG - CHINE

Les conséquences de la « révolte des parapluies » à Hong-Kong et pour Taiwan
Jean-Yves Heurtebise, Asie21

MONGOLIE - RUSSIE

Vers un différend hydraulique entre la Mongolie
Alain Lamballe, Asie21

ASIE DU SUD-EST

ASIE DU SUD-EST

Un terrain propice pour l'État islamique ?
Sophie Boisseau du Rocher, Asie21

PHILIPPINES

Premier de classe
Jean-Raphaël Chaponnière, Asie21

VIETNAM - ÉTATS-UNIS - CHINE - FRANCE

Levée partielle de l'embargo américain à l'encontre du Vietnam sur les matériels militaires
Daniel H.C. Schaeffer, Asie21

ASIE DU SUD

INDE

Les ambitions économiques de Narendra Modi
Rémi Perelman, Asie21

2°

GRAPPILLAGES

CHINE

Chasseur dernier cri

CHINE SAO TOMÉ ET PRINCIPE

Pressions

CHINE - VENEZUELA

Armement à gogo

3°

POINTS À SURVEILLER

CORÉES

Visite surprise d'une délégation nord-coréenne à Séoul
Jean Hourcade, Asie21

OCÉAN INDIEN

Des sous-marins chinois dans l'océan Indien
Laurent Amelot, Asie21

RUSSIE

FEFU ДВФУ, la nouvelle université de Vladivostok
Catherine Bouchet-Orphelin, Asie21

RUSSIE - ASIE - PACIFIQUE

Stratégie politique de la Russie dans la zone Asie-Pacifique
Jean Perrin, Asie21

1.

Événements majeurs du mois et enjeux de demain

Chine

De nouveaux motifs pour investir en France

La crise économique qui dure en France modifie les raisons d'investir des Chinois. Mais le flux d'investissement chinois en France ne diminue pas, au contraire. Tous les investissements ne sont pas bénéfiques pour la France. Elle doit trouver les moyens de se prémunir contre les projets nocifs et d'encourager les autres.

FAITS

Lors de sa visite en Europe en mars dernier, Xi Jinping a exhorté les Chinois à y investir. Il fut accueilli à bras ouverts dans cette Europe en stagnation. Tout investissement semble bon à prendre si on ne mesure pas ses conséquences à terme. Le stock d'investissements chinois en France est encore modeste :

- 250 entreprises chinoises sont établies en France,
- 9 000 entreprises françaises en Chine.

Mais c'est la croissance des flux qu'il faut considérer :

- le flux d'investissement direct français en Chine fut de 1,7 Mds €, selon la banque de France, en 2012 ;
- celui de Chine en France (Hong Kong inclus) de 4,2 Mds €, 16 fois plus qu'en 2005.

La stagnation économique française modifie les motifs d'investissement en France pour les Chinois.

- ▶ **Une raison ancienne d'investir s'estompe** : maîtriser des portes d'entrée sur le territoire français pour y exporter et éventuellement y investir. L'aménagement des 14 hectares d'entrepôts que la société de Hsueh Sheng Wang, Eurasia 欧花商贸中心, a achetés au Havre pour importer des matériaux de construction chinois a pris 10 mois de retard. Le secteur du bâtiment est en récession en France. Peut-on espérer des profits en fournissant un secteur en crise ? Même chose pour le « Business district » à Châteauroux et « Terra Lorraine » à Illange sur la Moselle. Ces deux projets n'avancent guère car ils peinent à convaincre les PME chinoises qu'elles peuvent gagner de l'argent dans un pays en stagnation.
- ▶ **Un motif se développe : ramasser des entreprises françaises au bord de la faillite, pour pas cher.** Mais des Chinois peuvent-ils les redresser si le marché européen stagne et les marges se rétrécissent ?

Ne faites pas de copie.

Oui peut-être, si on les transporte en Asie où la croissance demeure forte. Fosun 复星 qui tente une OPA sur le Club Med dont la santé s'était gravement dégradée depuis fin 2011 a pour but de développer ses activités en Asie où les industries de loisir explosent. L'intention de l'Italien Andrea Bonomi qui mène une controffensive est de poursuivre en priorité le redressement du Club sur le marché français et européen. De multiples exemples illustrent cette tendance d'acquérir une entreprise française pour transférer son activité en Asie.

- ▶ **Un motif d'investissement chinois se développe, la spéculation immobilière et foncière.** La tentative, avortée, de la *State administration of foreign exchange*, SAFE, d'acquérir le Centre commercial Beaugrenelle reposait sur l'espoir d'une plus value garantie par l'emplacement exceptionnel de ce centre en bord de Seine. Les acquisitions chinoises qui s'accélérent de vignobles français d'appellation contrôlée reposent sur le même calcul. Le prix de ces vignobles délimités ne peut qu'augmenter puisque la consommation de vin de qualité croît. Cette hausse des prix entrave l'installation de jeunes vignerons français ?
- ▶ **Un motif d'investissement est en plein essor. Les Chinois achètent l'État de droit en France qui leur fait défaut.** La défaillance des contrôles et les scandales alimentaires ont renforcé la méfiance des Chinois envers leur alimentation. L'entrée de Biostime 合生元 au capital de la coopérative laitière d'Isigny doit certifier au consommateur chinois que le lait infantile sera conforme aux normes sanitaires françaises. L'investissement de 100 millions € de Synutra dans la coopérative laitière bretonne Sodiaal avait le même motif. Les investissements dans le secteur vinicole ont aussi, en partie, ce motif. Un vin français, AOC, a peu de chances d'être frelaté.

ENJEUX

L'enjeu est que l'investissement chinois soit profitable à la France. Dans un premier temps l'entreprise française acquise par un Chinois est satisfaite. Elle est sauvée de la faillite et va se développer sur les marchés asiatiques porteurs grâce à son actionnaire chinois. Mais jusqu'où

ira le transfert d'activité vers l'Asie ? S'il n'en reste plus en France le pays aura perdu cette activité. Les retards des projets d'accueil de PME chinoises en France sont moins dommageables à terme mais fort décevants dans l'immédiat. Les régions à fort chômage en attendaient des emplois. Les investissements chinois dans le foncier et l'immobilier motivés par l'espoir d'une plus value spéculative ont peu d'intérêt. Les acquisitions qui ne visent qu'à obtenir une technologie ou une marque en se désintéressant de l'avenir de l'entreprise en France sont nuisibles. Il faut étudier les conséquences de chaque type d'investissement chinois sur l'économie nationale. L'enjeu est déterminant pour l'avenir.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Des motifs bénéfiques antérieurs d'investissement chinois n'ont pas disparu. Des acquisitions industrielles récentes par des groupes chinois ont permis de sauver une entreprise française, d'y investir pour son essor en France. On peut citer les moteurs Baudouin, Adisseo, Manoirs industries, Valdunes, Cerruti, la raffinerie Ineos à Lavera reprise à 50 % par Petrochina... Après bien des attermolements, à Saint-Dizier, le groupe de tracteurs chinois Yto investit 55 millions € dans l'usine de transmissions racheté à McCormick. Les Chinois investissent de plus en plus en fusions-acquisitions, en restant minoritaires, dans les secteurs qu'ils affectionnent, alimentation, infrastructures, transport, énergie, télécoms. Ces investissements, s'ils sont bien contrôlés, peuvent être bénéfiques. Il faut les encourager.

La Chine essaie de se prémunir contre des projets nocifs grâce à ses procédures d'agrément des investissements étrangers, assorties pour les plus importants de l'obligation de s'allier à une entreprise chinoise dans les secteurs stratégiques. **La France n'a pas de moyens juridiques similaires. Elle devrait s'en doter, convaincre l'Europe de s'en doter, pour être à armes égales avec la Chine.** Et des accords avec la Bank of China qui est au centre de tous les investissements, industriels, financiers, immobiliers chinois en France assureraient une sélection efficace des projets chinois.

Philippe Delalande, Asie21
ph.delalande3@wanadoo.fr

La copie tue l'entreprise.

© Copyright 2014 - Reproduction interdite dans tout format papier ou électronique - ISSN : 2105-0627
Asie21.com - Contact abonnement : contact@asie21.com

Toute reproduction totale ou partielle de la Lettre confidentielle Asie21-Futuribles et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constitue une infraction à la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.

Chine

L'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)

La Chine continue de défendre son projet de banque d'investissement pour les infrastructures en Asie, avec la participation de plusieurs pays de la région et du Moyen-Orient. Toutefois, les États-Unis qui sont opposés à cette initiative, font de gros efforts diplomatiques et de *lobbying* auprès de la Chine et des pays favorables à ce projet, afin d'empêcher sa réalisation.

FAITS

La Chine, depuis près d'un an, promeut le projet de création d'une banque d'investissements avec la participation d'environ une vingtaine d'autres pays asiatiques et du Moyen-Orient. Cette banque serait axée sur le financement de projets d'infrastructure dans les domaines des transports, des télécommunications et de l'énergie, et ce, dans divers pays en voie de développement d'Asie et du Moyen-Orient. La Chine multiplie ses efforts pour convaincre, notamment, la Corée du Sud et l'Australie, de faire partie des membres fondateurs de cette banque. Le président chinois, Xi Jinping, pourrait ainsi l'annoncer officiellement lors du 25^e sommet de l'ASEAN qui doit se tenir la première quinzaine du mois de novembre 2014, à Naypyidaw en Birmanie et auquel doit assister le président Barak Obama. Divers responsables américains se sont élevés contre le projet chinois et font tout ce qui est en leur pouvoir pour dissuader les différents pays approchés par la Chine, en particulier les deux pays mentionnés ci-dessus, d'apporter leur soutien à ce projet.

ENJEUX

- ▶ La Chine voudrait créer une **alternative à la Banque mondiale** et à la Banque asiatique de développement (BAD), qu'elle estime dominées par les États-Unis, le Japon et leurs alliés respectifs.
- ▶ En créant une nouvelle banque de développement, la Chine espère pouvoir plus facilement et sous un bon prétexte, **attirer dans sa sphère d'influence**, plusieurs pays d'Asie, de sa périphérie et d'autres pays plus lointains, et faire oublier, par certains d'entre eux, ses revendications territoriales (mer de

Chine du Sud notamment), et les tensions qu'elles génèrent.

- ▶ La Chine voit également dans l'AIIB, un moyen de financer le développement de **nouvelles « routes de la Soie »** depuis l'empire du Milieu jusqu'aux rives de la Méditerranée, en passant par le plus de pays possible.
- ▶ L'AIIB représente un **enjeu économique**. En 2009, la Banque asiatique de développement estimait à 8 000 milliards de dollars US environ, le montant d'investissements en infrastructures physiques dont plusieurs pays de la région Asie avaient besoin d'ici à 2020. Un tel montant excède les possibilités de financements de la Banque mondiale et de l'ADB. La nouvelle banque d'investissement serait la bienvenue pour contribuer, pour sa part, à satisfaire ces besoins.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

La Chine a récemment annoncé qu'elle était prête à doubler sa dotation financière à l'AIIB en la faisant passer de 50 à 100 milliards de dollar US. Les États-Unis répètent à l'envi qu'outre le fait de rivaliser avec des institutions comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, il faudra de nombreuses années à la nouvelle banque pour acquérir l'expérience de ces deux grandes organisations. Par ailleurs, les opposants au projet chinois craignent que l'AIIB ne soit pas aussi stricte sur les contraintes environnementales et sociales (déplacements de population par exemple), qui sont respectées par la Banque mondiale et la Bad.

Patrick Hébert, Asie21
patrick.hebert2008@hotmail.fr

Asie21 : entreprise *made in France*

Chine - Grèce - Europe

Visées chinoises sur les terres rares grecques

À la suite de la 1^{ère} conférence internationale sur les terres rares, qui s'est tenue en Grèce du 4 au 7 septembre 2014, les Chinois ont proposé leurs services aux Grecs pour instaurer une coopération technique et scientifique dans le domaine et, ultérieurement, exploiter les réserves existantes. Mais derrière une telle proposition intéressante pour la Grèce, se pose la question de la sécurité stratégique de l'Europe qui a défini les terres rares comme matériaux critiques pour son industrie des très hautes technologies.

FAITS

Du 4 au 7 septembre 2014, s'est tenue à Milos en Grèce, la 1^{ère} conférence internationale sur les terres rares européennes intitulée ERES 2014 (*European Rare Earth Resources*) avec pour titre *Development of a sustainable exploitation scheme for Europe's rare earth ore deposits project*. La conférence ERES se situe dans le cadre du programme EURARE (pour plus d'information sur ce programme, cf. <http://www.eurare.eu/about.html>)

Parmi les délégations invitées était présente une représentation chinoise. Restée ensuite sur place, elle s'est entretenue le 9 septembre avec Yiannis Maniatis, ministre de l'Environnement et de l'Énergie. Les Chinois ont proposé leurs services pour instaurer une coopération technique et scientifique dans le domaine, et ultérieurement exploiter les réserves existantes.

Tenant compte de l'expérience chinoise en matière d'extraction et de transformation du minerai brut en produit raffiné, les Grecs se sont montrés intéressés par la proposition.

ENJEUX

Pour la Grèce, il est évident que pouvoir exploiter ses ressources en terres rares ne peut être qu'une source de profits dont elle a bien besoin pour continuer à redresser sa catastrophique situation financière. Cela lui conférerait une place privilégiée dans l'industrie européenne des énergies renouvelables.

Pour la Chine, alors qu'elle est toujours aujourd'hui productrice de 93 % des terres rares dans le monde, qu'elle en détient entre 23 % et 52 % des réserves selon les sources (cf. encadré 3), qu'elle dispose d'un quasi-monopole sur plusieurs terres rares lourdes (cf.

Encadré 1

Les thèmes de la conférence

- REE* importance for Europe / supply and demand issues
- European perspective for a REE industry
- REE exploitation policy issues
- REE occurrences in Europe
- REE processing (advances, new technologies, future outlook)
- REE urban mining/recycling
- Environmental Impacts (gains and losses through REE utilization and REE extraction)

(*)REE : rare earth elements

encadré 3), elle s'est lancée à la course à ces mêmes minerais à l'extérieur de son territoire. Pour cela, elle avance les arguments de la pénurie qui, dit-elle, la menace chez elle et du risque conséquent de pénalisation qui s'en suivrait sur son industrie des hautes technologies.

Par ailleurs en proposant un appui technique aux Grecs, les Chinois savent très bien qu'ils s'ouvrent là une opportunité nouvelle de consolidation de leur emprise sur ce pays en difficulté. Au-delà, ils savent aussi qu'ils renforcent ce point d'ancrage de l'Europe à la Chine.

L'Europe, quant à elle, a mis bien du temps à comprendre ses vulnérabilités en matière de terres rares et à vouloir y remédier. Or, elle a crucialement besoin de ces matériaux de haut niveau critique pour maintenir sa position dans le haut du peloton des développeurs des très hautes technologies. L'exploitation d'une telle ressource devrait pouvoir lui donner un nouveau souffle pour créer de la richesse et conserver son

Encadré 2

Les ressources de l'Union européenne en terres rares se situent en Grèce (Rhodope, Thessalonique, Chios, Kilkis; baie de Strimonikos), Finlande, Groenland pour le Danemark, et Suède. Les autres ressources européennes se situent en Albanie, en Norvège et en Russie. Pour ces dernières, les effets de la politique suiviste européenne des États-Unis en Ukraine, fait que les Russes se tournent aujourd'hui vers les Chinois pour leur proposer une coopération dans le domaine des terres rares... et pas vers l'Europe !

importance sur le plan industriel. Mais cela sous réserve de se garder des prédateurs, comme apparaît l'être la Chine, ce qu'Asie21 a déjà souligné plusieurs fois (cf. Asie21 n°43, septembre 2011 ; n°49 mars 2012 ; n°51, février 2012 ; n°63, juin 2013 ; n°70, février 2014 ; n°72, avril 2014).

COMMENTAIRES ET PROSPECTIVE

Il est exact que les Chinois disposent d'un vrai savoir-faire scientifique et technique en matière de traitement des terres rares. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Australiens ont proposé de s'allier à eux pour exploiter les ressources de Kvanjefeld, au Groenland, où la société australienne Greenland Minerals and Energy Ltd (GMEL) dispose de droits d'exploration depuis 2007 (cf. Asie21 n°72).

Cela dit et en dépit de l'impression que laisse apparaître l'accord sino-australien sur Kvanjefeld, les Australiens disposent aussi d'un savoir-faire tout aussi valable que celui des Chinois. Et il serait sans doute moins risqué pour la Grèce, et plus loin pour l'Europe, sur le plan de la maîtrise de sa ressource, de faire appel à des sociétés telles que Lynas Corporation (ASX:LYC), Alkane Resources (ASX:ALK) ou Arafura Resources (ASX:ARU).

Pour qui veut bien accepter avec lucidité cette réalité, l'on se rend compte que l'objectif global chinois est de se tailler une position quasi monopolistique dans le domaine des énergies renouvelables au travers du déploiement de plusieurs axes d'action :

- ▶ embargo sur ses exportations de terres rares, embargo contre lequel les États-Unis, le Japon et l'Europe ont déposé plainte pour la deuxième fois auprès de l'OMC le 13 mars 2012 ; ce n'est qu'à la suite d'une longue procédure que, le 7 août 2014, l'OMC a enjoint à la Chine de supprimer taxes et quotas à l'export sur les matériaux concernés « dans un délai raisonnable sous peine de se voir infligé des sanctions tarifaires » ;
- ▶ cessation de l'exportation, en septembre 2011, de deux terres rares lourdes, le terbium et le dysprosium, et arrêt programmé en 2015 de l'exportation de trois autres de ces terres

Encadré 3

Les réserves chinoises en terres rares

- ▶ selon les sources occidentales :
 - chiffre global : 37 % à 52 %
 - chiffre terres rares lourdes : 80 %
 - chiffre terbium et dysprosium (terres rares lourdes extra rares) : 99 %
- ▶ selon les Chinois : 36 %, puis révision récente à la baisse à 23 % .

rars lourdes : le thulium, le lutétium et l'yttrium ; cela dit, compte tenu du caractère sibyllin de la décision de l'OMC, il est permis de se demander quand l'embargo sur des minéraux aussi précieux sera effectivement levé ;

- ▶ course aux autres ressources dans le monde avec le risque, pour les pays qui en disposent, d'en voir privées leurs propres industries, totalement ou partiellement ;
- ▶ attraction des industries étrangères en Chine où elles bénéficient d'accès privilégiés aux terres rares chinoises qui, dans ces conditions et paradoxalement ne polluent plus !

Daniel H.C. Schaeffer, Asie21

Encadré 4

LA FAMILLE DES 17 TERRES RARES DANS LE TABLEAU DE MENDELEEV

Le tableau périodique de Mendeleev est présenté avec les terres rares (lanthanides et actinides) mises en évidence. Les terres rares légères (La à Sm) sont encadrées en orange et les terres rares lourdes (Eu à Lu) sont encadrées en rouge. Les lanthanides sont listés à la fin du tableau, de l'élément 57 (La) à l'élément 71 (Lu). Les actinides sont listés à la fin du tableau, de l'élément 89 (Ac) à l'élément 103 (Lr).

• Scandium (Sc/21), yttrium (Y/39), lanthanides: lanthane (La/57) cérium (Ce/58), praséodyme (Pr/59), néodyme (Nd/60), prométhium (Pm/61), samarium (Sm/62), europium (Eu/63), gadolinium (Gd/64), terbium (Tb/65), dysprosium (Dy/66), holmium (Ho), erbium (Er/68), thulium (Tm/69), ytterbium (Yb/70), lutétium (Lu/71)

Daniel Schaeffer - Membre du groupe de réflexion Asie21

Pour vous abonner : asie21.com

Corée du Sud

MIKTA, la diplomatie des puissances moyennes

En marge du sommet du G20 de Los Cabos en juin 2012, la Corée du Sud a pris l'initiative de créer un groupe informel de cinq puissances moyennes membres du G20 comprenant le Mexique, l'Indonésie, elle-même, la Turquie et l'Australie (MIKTA) pour renforcer les liens entre ces pays et assurer une meilleure coordination sur les questions de gouvernance mondiale. Après un an de présidence mexicaine, la Corée du Sud assure depuis le mois de septembre 2014 et pour un an la présidence du groupe.

FAITS

- ▶ À l'initiative de la Corée du Sud, les ministres des Affaires étrangères du Mexique, de l'Indonésie, de la Corée du Sud, de la Turquie et de l'Australie se sont réunis pour la première fois en marge de la 68^e assemblée générale des Nations unies à New York le 25 septembre 2013 pour constituer un nouveau groupe informel d'échanges entre puissances moyennes appelé MIKTA.
- ▶ Une seconde rencontre s'est tenue à Mexico les 12 et 13 avril 2014.

MIKTA : Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie, Australie
NAPCI : *Northeast Asia Peace and Cooperation Initiative*

Depuis le mois de septembre 2014, la coordination est assurée par la Corée du Sud. La présidence doit changer après chaque assemblée générale des Nations unies. Parallèlement à ces réunions plusieurs rencontres entre universitaires des pays concernés ont été organisées afin de formuler des recommandations politiques auprès de chaque ministre des Affaires étrangères. La dernière en date s'est tenue à Ankara le 9 septembre. Les rencontres entre les ministres des Affaires étrangères ont porté jusqu'à présent sur la situation sécuritaire dans la péninsule coréenne, le crash du vol MH 17 en Ukraine et la publication d'un éditorial commun intitulé « **MIKTA, une force pour le bien** » (*a Force for Good*). Yun Byung-se, le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, a déclaré vouloir au cours de cette année donner plus de visibilité au groupe. Il devrait pour cela présenter un document de vision ainsi qu'un guide opératoire pour renforcer le fonctionnement de cette nouvelle structure.

ENJEUX

Le Mexique, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Turquie et l'Australie représentent les 14^e, 16^e, 15^e, 17^e et 12^e économies en termes de produit intérieur brut (PIB). À l'exception du Mexique, ces pays dépensent environ 2 % de leur PIB dans la défense. Chaque membre du MIKTA se considère comme une démocratie basée sur le respect de la loi – ce qui les différencie des BRICS –, influent dans leur région, respectant les règles du libre marché et souhaitant jouer un rôle plus important dans la gouvernance mondiale.

La Corée du Sud s'interroge aujourd'hui encore sur sa place en Asie et dans le monde ainsi que sur ces nouvelles responsabilités en tant que « puissance moyenne ». Elle considère qu'une « **diplomatie en réseau** » devrait contribuer à renforcer son influence notamment en ce qui concerne les questions de stabilité financière, d'aide publique au développement, de cybersécurité, de lutte contre le changement climatique, de politiques migratoires, de droits de l'homme ou de sécurité nucléaire. Ne pouvant intégrer le club des BRICS, la Corée du Sud a donc encouragé la constitution d'une alliance de second niveau dans laquelle elle peut exercer toute son influence.

L'acronyme MIKTA reste méconnu. Il n'a pas encore réussi à s'imposer dans les esprits et dans les médias. Les aspirations des pays membres ne sont pas toutes convergentes. Le Mexique cherche à s'appuyer sur ce type d'alliance pour s'émanciper partiellement de la tutelle américaine. L'Australie, qui renforce également ses liens avec le Japon et l'Inde, souhaite surtout affirmer son influence régionale. Pour la Turquie il s'agit surtout d'assurer sa sécurité à un moment où des menaces réelles

Le photocopillage et le téléchargement indélicat tuent l'entreprise.

se manifestent dans son environnement proche. Pour la Corée du Sud tout comme pour l'Indonésie il s'agit d'abord de se ménager des espaces de liberté et d'influence dans une région dominée par les États-Unis et la Chine mais aussi par le Japon et la Russie.

Pour l'ensemble de ces pays, cette alliance devrait permettre de s'émanciper des États-Unis sans toutefois remettre en cause leurs relations avec ces derniers.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

La question de la pertinence et la viabilité de ce type d'alliance se pose. Pour ses défenseurs, notamment John Aristianto Prastio, ambassadeur d'Indonésie en Corée du Sud, le MIKTA devrait permettre à chacun de ses membres de bénéficier de plus de marge de manœuvre pour négocier avec les grandes puissances et de faciliter l'élaboration de consensus au sein de la communauté internationale.

De son côté, la Corée du Sud cherche à s'appuyer sur le MIKTA pour continuer à faire pression sur la Corée du Nord pour que cette dernière abandonne son programme nucléaire. Pour l'administration sud-coréenne le MIKTA

est la seconde jambe de son programme de politique étrangère, la première étant l'Initiative pour la paix et la coopération en Asie du Nord-Est (cf. *Asie21* n°76 septembre 2014, *NAPCI : nouvelle priorité de la diplomatie sud-coréenne*).

Le MIKTA reste encore mal défini. Il subsiste encore beaucoup d'interrogations sur ce que chacun des pays membres veut y mettre. Porté par les ambitions sud-coréennes, le groupe peine encore à trouver une vraie cohérence. Connaissant la versatilité de la politique étrangère sud-coréenne, rien ne garantit que le pays continuera à s'engager fortement dans cette initiative après 2017, date des prochaines élections présidentielles.

Toutefois, l'évolution de ce groupement est à suivre de près dans la mesure où il constitue un bloc important de vote au sein d'instance internationales et plus particulièrement au sein du G20. L'Indonésie, la Turquie, le Mexique ont ambitionné à un moment ou un autre intégrer les BRICS. Même si leur intégration future n'est pas à exclure, la création du MIKTA rend le processus moins urgent pour ces pays et par ricochet affaiblit sensiblement l'autorité des BRICS.

Arnaud Leveau, *Asie21*

La copie tue l'entreprise.

Hong Kong – Chine

Les conséquences de la « révolte des parapluies » à Hong-Kong et pour Taiwan

Après une semaine de grève des cours du 22 au 26 septembre, les étudiants de Hong-Kong se réunirent les 27 et 28 septembre sur le site de Tamar où sont logés depuis 2011 les principaux bâtiments du gouvernement. Leur objectif était de manifester contre la décision de Pékin de contrôler les élections de 2017 en préemptant le choix des candidats et d'infléchir le vote des responsables politiques de Hong-Kong qui doivent donner leur accord sur ce mode de scrutin en 2015. Il est ironique que, alors que la Chine se prépare militairement à affronter la superpuissance états-unienne pour la domination du Pacifique, elle se trouve prise dans les mailles d'une micro-résistance qui s'intensifie sur ses bords.

FAITS

Après une semaine de grève des cours du 22 au 26 septembre, les étudiants de Hong-Kong se réunirent les 27 et 28 septembre sur le site de Tamar où sont logés depuis 2011 les principaux bâtiments du gouvernement. Leur objectif était de manifester contre la décision de Pékin de contrôler les élections de 2017 en préemptant le choix des candidats et d'infléchir le vote des responsables politiques de Hong-Kong qui doivent donner leur accord sur ce mode de scrutin en 2015. Après une semaine de contestation pacifique, dans la soirée du 28 au 29 septembre, des affrontements entre les étudiants et la police ont eu lieu : les forces de l'ordre faisant usage de gaz lacrymogène, l'usage des parapluies pour s'en protéger a donné son nom au mouvement. Le 3 octobre au matin, un groupe de personnes, dont des membres de la mafia hongkongaise, attaquent les manifestants à *Mong Kok* et *Causeway Bay* (résultat : plusieurs blessés et des tentatives de viols). Le 7 octobre, les leaders étudiants acceptent d'entamer des pourparlers. Après annulation de ceux-ci par le gouvernement de Hong Kong, le mouvement étudiant a réuni, le 10 octobre, 10 000 personnes dans la rue : le 12 au matin, Carrie Lam, la numéro 2 du gouvernement, avouait son impuissance : de fait, l'intransigeance de Pékin ne laisse au gouvernement local aucune marge de manœuvre.



Carrie Lam

ENJEUX

Comme nous l'indiquions en avril 2014 (cf. *Asie21* n°72 *La révolte étudiante taiwanaise contre le pacte de libéralisation avec la Chine*) et juin 2014 (cf. *Asie21* n°75, *Les répercussions d'Occupy Central à Hong Kong sur la politique chinoise*), le pouvoir central chinois est confronté à une situation inédite de contestation à ses marges. Il est ironique que, alors que la Chine se prépare militairement à affronter la superpuissance états-unienne pour la domination du Pacifique, elle se trouve prise dans les mailles d'une micro-résistance qui s'intensifie sur ses bords.

Le fait que le président chinois Xi Jinping ait décidé de convoquer le 22 octobre les grandes fortunes de l'île pour discuter de la situation politique est aussi révélateur de la manière chinoise de gérer les crises : la **politique du portefeuille**. Ainsi, les milliardaires hongkongais ont dû renouveler leur allégeance au pouvoir central sous peine de voir leurs perspectives d'investissements sur le continent menacées (l'ouverture à Shanghai d'une zone de libre-échange constitue de fait une menace sérieuse pour Hong-Kong). Mais, d'autre part, cela démontre aussi combien le pouvoir chinois est coupé de la réalité des masses, et particulièrement des étudiants dont le mal-être est aussi de nature sociologique. Les manifestants pro-démocrates ont le soutien tacite de tous ceux qui ont vu les inégalités et les prix du logement grimper en flèche du fait de l'afflux des capitaux des

Le photocopillage et le téléchargement indélicat tuent l'entreprise.

riches chinois du continent. Réduire les événements à Hong-Kong et à Taiwan à une manifestation locale du bras de fer mondial entre la Chine et les États-Unis, c'est ne pas voir que le désir de démocratie est un désir de justice sociale qui révèle une crise générationnelle.

Un autre point commun entre les événements de Taiwan et ceux de Hong-Kong est l'irruption de groupes liés à la mafia locale agissant comme « briseurs de grève » (*Bamboo Union* à Taiwan et Triades à Hong-Kong). Il est probable que, outre leur appui au niveau local, ces groupes mafieux soient dirigés depuis la Chine.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Sans doute on pourrait estimer que la Chine, qui n'a fait aucune concession et n'a pas eu besoin de recourir à la force *pour l'instant* (elle perdrait beaucoup à le faire), est le grand vainqueur des événements. Mais sa relative tolérance jusqu'à présent pourrait s'expliquer par le fait que les dégâts économiques de la crise sont d'abord subis par Hong-Kong. En outre, comme à Taiwan, les événements à Hong Kong montrent que le « rêve chinois » semble un « cauchemar » pour beaucoup de ceux qui, vivant à ses marges, ont la liberté de faire entendre leur voix : la Chine, ne sachant pas se faire aimer mais seulement se faire craindre, a un **soft power proche de zéro**.

La révolte des parapluies laissera un profond impact :

- ▶ d'abord sur la société hongkongaise où la défiance par rapport à la Chine est à son comble : loin des espoirs de convergence de la Chine, la séparation avec le continent est de plus en plus grande. Elle n'est pas simplement « ethnique » (entre hongkongais et continentaux) mais « culturelle » (entre grand capital et jeunesse cultivée) : première conséquence des révoltes (et de la rencontre entre Pékin et les *tycoons*), la société immobilière Chun Wo Development a décidé de suspendre sa dotation à l'Université de Hong-Kong qui a joué un rôle central dans la mobilisation intellectuelle des étudiants. On peut prévoir que ce type de rétorsion économique va se multiplier ;
- ▶ profond impact également sur les relations avec Taiwan. En effet, alors que la tension était à son comble, Xi Jinping, le président de la Chine et chef du Parti communiste, a affirmé que le rapprochement avec Taiwan devait se faire sur la base du principe « un pays, deux systèmes ». Le président Ma Ying-



Joshua Wong, leader étudiant hong-kongais, fondateur du groupe *Scholarism*

jeu y a répondu dans une interview à Al-Jazeera en affirmant que quand un système est bon, il n'est pas besoin d'en proposer un autre : autrement dit, la condition de la réunion avec la Chine est sa démocratisation (ce sur quoi l'opposition a ironisé étant donné qu'il n'a cessé de qualifier d'illégale la révolte des tournesols à Taiwan). Le fait que Ma Ying-jeou ne se déplace pas au sommet de l'APEC où il était prévu qu'il puisse rencontrer son homologue chinois montre que les relations interdépendants sont dans une situation critique. Dès lors, la Chine, sûre de sa puissance et déçue par l'exécutif taiwanais, pourrait vouloir à l'avenir agir de façon unilatérale. De fait, son objectif étant la remise en cause du *statu quo* en mer de Chine, il n'y a pas de raison que Taiwan échappe encore longtemps à son nouvel impérialisme maritime.

Jean-Yves Heurtebise, Asie21
jy.heurtebise@gmail.com

La copie tue l'entreprise.

Mongolie - Russie

Vers un différend hydraulique entre la Mongolie et la Russie ?

Afin d'alimenter en eau sa capitale Oulan Bator, développer son agriculture et exploiter ses mines, la Mongolie envisage de ponctionner la rivière Orkhon, affluent de la rivière Sélanga, principal tributaire du lac Baïkal en Russie. Un projet existe également d'établir une nouvelle capitale, plus centrale, en amont sur l'Orkhon même, à Karakorum, là où Gengis Khan avait établi la sienne. Un différend pourrait naître entre la Mongolie et la Russie si aucune concertation n'a lieu car le lac Baïkal, patrimoine mondial de l'humanité, serait privé d'un apport d'eau significatif.



Mongolie, rivière Orkhon - Photo 09-2014 Catherine Bouchet-Orphelin/Asie21 ©

FAITS

La capitale de la Mongolie, Oulan Bator (1,3 million d'habitants, soit 40 % de la population du pays), manque d'eau. La rivière qui coule à sa périphérie, la Toula, affluent de l'Orkhon, ne suffit plus à assurer les besoins des citoyens dont le nombre ne cesse d'augmenter. De plus, le développement de l'agriculture et l'exploitation des mines exigent de plus en plus d'eau.

ENJEUX

L'enjeu consiste pour la Mongolie à ponctionner la rivière Orkhon qui coule plus au nord sans compromettre de manière significative l'alimentation du lac Baïkal en Russie, afin de ne pas susciter de mécontentement de la part des Russes.

La copie tue l'entreprise.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

La Mongolie ne manque pas d'eau. Mais celle-ci est inégalement répartie. Elle abonde dans le Nord alors que les besoins se font sentir au centre où vit la majorité de la population et au Sud où se trouvent les ressources minières. La capitale Oulan Bator continue de s'agrandir, les nomades affluant des steppes pour se sédentariser. Il faut trouver d'autres ressources en eau pour assurer ses besoins toujours plus grands, la rivière Toula coulant à proximité n'ayant pas un débit suffisant et les réserves aquifères ne se reconstituant pas de manière satisfaisante. Le recyclage de l'eau est prévu pour faire fonctionner les trois centrales thermiques alimentant la ville en électricité et des efforts sont déployés pour réduire les pertes par infiltrations. Mais ces mesures ne suffiront pas. De plus, l'agriculture en développement nécessite des quantités d'eau croissantes. Il en est de même pour les mines, situées surtout dans le désert de Gobi, et dont l'exploitation massive commence.

Pour faire face à la situation critique, il est envisagé de détourner une partie des eaux de la rivière Orkhon, affluent de la rivière Sélanga principal tributaire du lac Baïkal. En cas de ponctions importantes, l'alimentation du lac russe se trouverait compromise. Certes, de nombreux autres cours d'eau l'alimentent mais ils n'ont pas le débit important de la Sélanga qui joue un rôle majeur dans l'écosystème régional.

Certains hommes politiques mongols estiment que la capitale actuelle est excentrée et envisagent de la déplacer plus à l'intérieur. Karakorum, petite ville en amont sur l'Orkhon, ancienne mais éphémère capitale à l'époque de Gengis Khan pourrait être choisie. S'il en est ainsi, les prélèvements s'ajoutent aux ponctions opérées pour Oulan Bator qui resterait la principale ville du pays. La Russie serait encore plus perdante. Certes, la ville russe d'Oulan Ude alimentée en plus de la Sélanga par l'Uda ne manquerait pas d'eau. De même, Irkoutsk alimentée par l'Angara, émissaire du lac Baïkal, continuerait d'en disposer suffisamment. Mais le niveau



du lac pourrait baisser.

Par ailleurs, la qualité de l'eau du lac Baïkal, inscrit au patrimoine de l'humanité par l'UNESCO en 1996, est affectée. Les écologistes se plaignent de la pollution venue de Mongolie, pourtant peu industrialisée, qui s'ajoute à celle de leur propre pays. Les papeteries sont notamment mises en cause. Le transfert de la capitale mongole à Karakorum détruirait encore davantage l'environnement.

Aucune concertation n'existe à ce jour entre la Mongolie et la Russie et il est à craindre qu'il en sera de même à l'avenir. Moscou pourrait exprimer son mécontentement si Oulan Bator mettait en œuvre ses projets unilatéralement.

Alain Lamballe, Asie21

Pour vous abonner : asie21.com

Asie du Sud-Est

Un terrain propice pour l'État islamique ?

Les événements de septembre 2001 ont rappelé la position stratégique de l'Asie du Sud-Est dans les réseaux terroristes islamiques ; on apprenait en effet dans les semaines qui ont suivi les attentats que les terroristes islamistes s'étaient entraînés dans la région (Malaisie, Philippines, Indonésie) et qu'ils y avaient des soutiens bien organisés. Alors que l'État islamique progresse au Moyen-Orient et menace la sécurité des pays occidentaux, quelle stratégie a-t-il adopté envers l'Asie du Sud-Est et quel accueil y reçoit-il ? Des événements récents comme l'arrestation à Jakarta de ressortissants turcs soupçonnés d'être liés à Daesh ou l'enlèvement d'un couple de touristes allemands à Basilan (sud des Philippines) pour exiger la fin des frappes américaines contre l'EI en Syrie laissent présager d'inquiétants développements.

FAITS

Ces derniers mois, les polices, services de renseignements et Forces armées d'Asie du Sud-Est sont éprouvés par des indices qui tendraient à prouver que Daesh développe activement ses réseaux dans une région qui sert de zone de transit, d'espace d'entraînement et de vivier de recrutement. L'Asie du Sud-Est rassemble 25 % des musulmans recensés dans le monde (tendance sunnite). Selon des estimations officielles, 10 % des étrangers combattants dans les rangs de l'EI seraient originaires d'Asie du Sud-Est où les « réseaux de charité » ont été actionnés dès 2011 pour financer les départs vers la Syrie et le Proche-Orient.

En avril 2014, un couple d'Allemands a été capturé à Basilan où, selon le maire de la municipalité, « plusieurs groupes armés musulmans - Abu Sayaf, les Combattants islamiques pour la liberté des Bangsa Moro - ont été infiltrés par l'EI. En mai 2014, un jihadiste malaisien, Ahmad Maliki, est « mort en martyr au combat » dans le Nord de l'Irak après avoir lui-même tué dans une attaque suicide « plusieurs dizaines de personnes » ; depuis les annonces de ce genre se multiplient. Le ministère de l'Intérieur déplore le départ de plusieurs centaines de personnes, dont des jeunes femmes parties « reconforter » des combattants. Même processus au sud de la Thaïlande et à Singapour où les militants, souvent recrutés par leurs frères malais, s'engagent vers la Syrie. Et en Indonésie où plusieurs méga attentats avaient fait plusieurs centaines de morts entre 2002 et 2009, la tension est montée d'un cran après qu'Abu Bakar Baachir, chef de la *Jemaah*

Islamiyah, eut prêté allégeance à l'EI début août. Les groupuscules qui gravitent autour des mouvances radicales s'organisent pour « contribuer à l'effort de guerre ».

ENJEUX

Enjeux intérieurs : dans certains pays, Philippines ou Thaïlande, des efforts politiques importants ont récemment été faits pour « la réconciliation » nationale. Les partisans de l'EI rêvent d'un califat et les succès de leurs soldats au Moyen-Orient redonnent de l'espoir, et de l'ardeur, à ses promoteurs. La convergence, voire le recouvrement, de revendications locales et d'un discours transnational violent, remettent en cause les attributs régaliens, notamment la justice et la sécurité. À Singapour, on s'inquiète déjà du retour de ces combattants aguerris sur les risques d'attentats. Ce qui est en jeu concerne donc aussi la sécurité des États, dont la formation antiterroriste est passée derrière les enjeux de sécurité régionaux (notamment les questions maritimes) ces dernières années.

Enjeux régionaux avec la mise en place d'une Communauté ASEAN de Sécurité pour 2015 dont la résistance à la menace terroriste sera mise à rude épreuve. À moins précisément qu'elle ne l'accélère ? À court terme, l'élaboration d'une stratégie anti-État islamique risque de poser plus de questions que de résoudre de problèmes.

La copie tue l'entreprise.

Enjeux globaux tant la toile islamiste est ramifiée et polymorphe. Mais si la coopération internationale est indispensable pour se protéger des menaces, il sera très difficile à une coalition internationale d'imposer des décisions susceptibles d'être mal perçues par les populations locales (comme cela avait été le cas sous l'administration Bush) et donc génératrices d'un sentiment anti-américain potentiellement récupérable par les radicaux. L'alliance avec les États-Unis risque d'être sérieusement ébranlée dans une région pourtant vitale aux intérêts et à la projection de puissance américaine sans que la Chine, également ambiguë sur la question musulmane et pas à l'abri d'une menace d'attentat, puisse bénéficier d'une situation confuse.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

L'Asie du Sud-Est entre dans une période d'instabilité qui va ébranler jusqu'aux fondements des États multiconfessionnels. Cette instabilité aura d'évidentes répercussions économiques, avec un coût de protection élevé des systèmes économiques, financiers mais aussi

logistiques. La sécurité des étrangers est aussi à risque parce que ces groupuscules sont prêts à toute action radicale et parce que la sécurité locale reste aléatoire.

Si, à terme, le mouvement devait être contenu en Asie du Sud-Est, son impact pourrait toutefois être mis à profit par certains gouvernements pour justifier d'un virage religieux (Malaisie), d'un virage sécuritaire (Indonésie et Philippines), voire d'un virage autoritaire (Singapour). **Le positionnement des États-Unis, au centre d'un système sécuritaire déjà déstabilisé par la montée en puissance chinoise, pourrait être dangereusement remis en cause.** Car ce n'est pas parce que Washington va éventuellement ajuster son dispositif et améliorer son offre sécuritaire que les problèmes de fond soulevés par l'EI vont être réglés. C'est aussi là une menace à prendre en considération.

Sophie Boisseau du Rocher, Asie21
boisseaudurocher@gmail.com

Ne faites pas de copie.

Philippines

Premier de classe

L'heure des Philippines a-t-elle sonné ?

FAITS

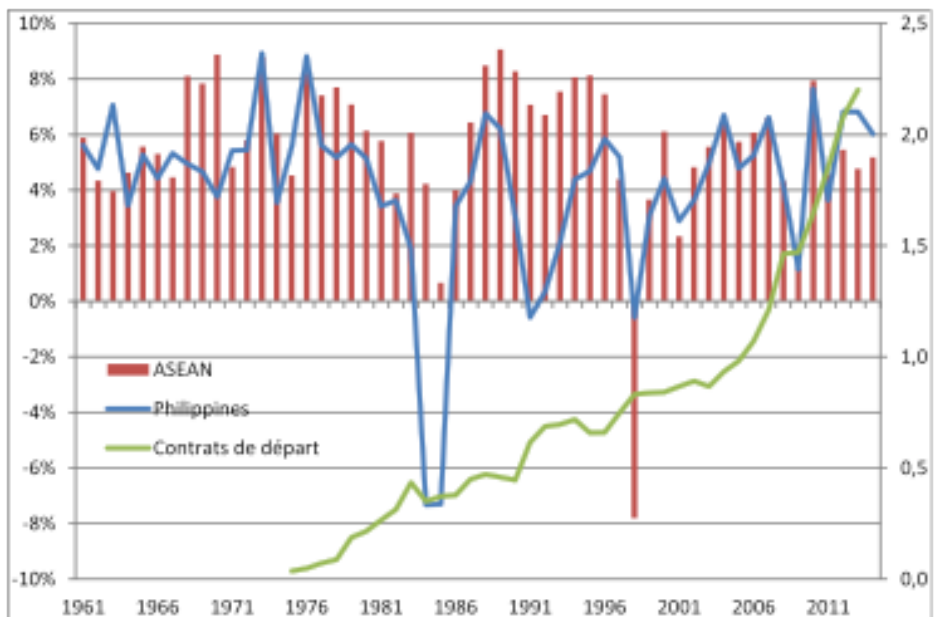
Les Philippines connaissent une croissance supérieure à l'ASEAN depuis 2010 et au vu de leurs indicateurs macro-économiques (budget, solde des paiements courant), les agences de notation les ont placés dans la catégorie *investment grade*. Mais, comme le montre le graphique, ce ne sont pas les Philippines qui ont accéléré mais l'ASEAN qui ralentit. En effet, le rythme de croissance de l'archipel a peu évolué : il a traversé une crise en 1983 –précipité l'assassinat de B. Aquino, le père de « Noy Noy » - et engagé une réforme bancaire qui les a protégés de la contagion asiatique en 1997. Depuis 2000 la croissance oscille autour de 5 % (hors ralentissement de 2008) et elle s'est un peu accélérée depuis 2010.

La résistance de l'archipel aux chocs naturels (typhons, éruptions volcaniques) et aux soubresauts de l'économie mondiale s'explique par une insertion originale dans la mondialisation. Les statistiques montrent que les exportations manufacturières (50 milliards de dollars) assurent l'essentiel des devises devant les transferts des migrants et les revenus des activités d'*outsourcing*. Ces statistiques sont trompeuses. En effet les deux tiers des exportations manufacturières consistent en semi-conducteurs assemblés ou testés dans les zones franches : il s'agit moins d'exportations de produits que de

« services d'assemblage » dont la valeur ajoutée (2 milliards de dollars) est inférieure aux exportations agro-alimentaires. Ainsi, l'*outsourcing* (9 milliards) et les transferts des migrants assurent l'essentiel des ressources en devises.

L'insertion internationale des Philippines repose sur les filippinos qui travaillent pour l'étranger :

- **indirectement**, 1 million dans les zones franches,
- **virtuellement**, 900 000 dans les centres d'appel et des activités plus sophistiquées, où la pratique de l'anglais leurs offre un avantage sur les autres pays asiatiques,



Croissance : Philippines et ASEAN (moyenne pondérée par le PIB) et contrats de départ en millions

Sources : FMI et Philippines Overseas Employment Administration

Le photocopillage et le téléchargement indelicat tuent l'entreprise.

- **directement**, un actif sur dix – comme personnel de maison en Asie, Moyen-Orient et en Europe, marins (un quart des équipages) et en personnel plus qualifiés (infirmiers, médecins, avocats).

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Paradoxalement, la bonne performance des Philippines sanctionne son échec sur le front de l'emploi. Les contrats de départ recensés par le *Philippines Overseas Employment Association* n'ont cessé d'augmenter : 450 000 en 1990, 850 000 en 2000 et plus de deux millions en 2013. Depuis 2010, alors que le nombre d'actifs a augmenté de 22 millions, 12 millions d'emplois formels et informels ont été créés. On recense 3 millions de filippinos sans emploi et 7 millions en situation de sous-emploi. Chaque année, un quart du million des jeunes – et la moitié des 500 000 diplômés – entrant sur le marché du travail accède à un travail formel. Les autres diplômés partent à l'étranger et ceux qui n'ont pas de diplôme viennent gonfler les rangs du secteur informel. En l'absence d'un secteur manufacturier créateur d'emplois (8 % de l'emploi total, un taux inchangé depuis 1990), les services absorbent un exode rural d'autant plus important que, faute d'avoir résolu la question agraire, les inégalités foncières sont

considérables. Les trois-quarts des emplois de service, le principal employeur depuis 1997, sont des petits boulots à très faible productivité dans le commerce de détail ou le transport. En l'absence d'émigration, la moitié de la population en âge de travailler serait au chômage ou sous-employée : au cours des 20 prochaines années, le nombre d'actifs augmentera de 30 millions alors que la croissance restera pauvre en emploi. Les nouveaux entrants seront mieux formés et bénéficieront de l'existence d'une diaspora importante. Le vieillissement de l'Asie de l'Est pourrait avoir raison de l'attitude des gouvernements vis-à-vis de l'immigration, et les Philippines sont bien placées pour répondre à une demande qui s'orientera vers les services aux personnes et la santé.

Il n'en demeure pas moins que l'expérience des Philippines montre à tous les pays du Sud, dont l'Inde et l'Afrique Sub-saharienne, que les services ne sont pas une alternative à l'industrie pour le développement

Jean-Raphaël Chaponnière, Asie21
chaponniere@wanadoo.fr

Pour vous abonner : asie21.com

Vietnam - États-Unis - Chine - France

Levée partielle de l'embargo américain à l'encontre du Vietnam sur les matériels militaires

Le 2 octobre 2014, les États-Unis ont annoncé qu'ils levaient partiellement l'embargo maintenu depuis 1964 à l'encontre du Vietnam sur les matériels militaires. Dans l'immédiat les moyens livrés ne seront pas des armements. La mesure ne manquera pas d'apporter une touche supplémentaire à l'accroissement des tensions en mer de Chine du Sud et d'aviver le mécontentement chinois tant à l'égard du Vietnam que des États-Unis.

FAITS

Vietnam et États-Unis ont profité de l'opportunité de la 69^e assemblée générale de l'ONU à New York (du 16 au 30 septembre 2014), pour se retrouver ensuite à Washington, où le vice-Premier ministre vietnamien Pham Binh Minh a rencontré le secrétaire d'État John



source : photo Infonet – Báo điện tử của Bộ Thông tin và Truyền thông.

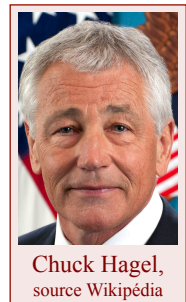
Kerry.

C'est à la suite de cette rencontre que le 2 octobre, par la voix de la porte-parole du secrétariat d'État, Jen Psaki, le gouvernement américain a annoncé qu'il levait partiellement ledit embargo. La levée est limitée aux matériels non létaux, essentiellement des moyens destinés à renforcer les capacités vietnamiennes de sécurité maritime. Hormis cela, les autres besoins exprimés par le Vietnam seront examinés au cas par cas.

Sans que cela ait été précisé officiellement pourraient figurer dans les très probables livraisons :

- des avions de surveillance maritime P-3 Orion pour une valeur estimée à \$36 millions l'unité ;
- peut-être 5 patrouilleurs non armés sur la base d'un accord passé en 2013.

Aucune autre indication fiable ne ressort des diverses spéculations avancées sur les autres matériels potentiels. L'étape suivante dans la voie de la fourniture américaine de matériels sera marquée par le voyage au Vietnam, avant la fin de cette année, du secrétaire à la Défense, Chuck Hagel.



Chuck Hagel,
source Wikipédia

S'exprimant sur la décision des États-Unis, Pham Binh Minh a toutefois tenu à préciser que si elle déterminait une étape vers la normalisation complète des relations entre les deux pays, elle ne devait pas être interprétée comme le stade intermédiaire avant alliance avec les États-Unis. Il a rappelé à cet effet les « trois non » de la politique de défense de son pays :

- ▶ pas d'alliances militaires,
- ▶ pas d'implantations militaires étrangères sur le sol national,
- ▶ pas d'appui par une quelconque puissance étrangère lors d'opérations de combat.

De leur côté, des **observateurs chinois** ont déjà fait remarquer que leur pays considérerait qu'équiper le Vietnam en matériels militaires ne constituerait ni plus ni moins qu'un **prépositionnement caché de matériel américain face à la Chine**.

La copie tue l'entreprise.

ENJEUX

Pour le Vietnam, il s'agit évidemment de renforcer ses capacités militaires de surveillance maritime face à Pékin en vue de défendre, autant que possible, ses intérêts en mer de Chine du Sud. Il s'agit aussi, comme en témoigne la déclaration de monsieur Pham Binh Minh, de montrer à la Chine que, tout en améliorant ses capacités opérationnelles grâce aux États-Unis, Hanoï ne bascule pas dans le camp américain et conserve son indépendance.

Pour Washington, derrière le faux semblant du caractère partiel de la levée, il s'agit de contribuer au renforcement de la marine vietnamienne face à la Chine, comme il le fait à l'égard des Philippines et de Singapour. L'acte entre dans le jeu global américain qui consiste à créer sur zone des supplétifs, même s'ils n'en ont pas le nom, afin de contribuer à la défense des intérêts des États-Unis en matière de totale liberté de navigation en mer de Chine du Sud, et de consolidation du « pivot » en Asie-Pacifique.

Pour la Chine, même si le Vietnam ne devait pas constituer un adversaire difficile à vaincre en mer en cas de conflit, il s'agit toutefois de prendre en considération sa montée en puissance navale ainsi favorisée. Même avec des moyens réduits, la marine vietnamienne aurait la capacité d'infliger quelques pertes significatives aux Chinois. Mais ce serait bien sa seule consolation pendant que l'issue des combats, qui lui serait défavorable à cause de son infériorité quantitative en moyens opérationnels alignés, renforcerait par contre coup la main mise chinoise sur la mer de Chine du Sud.

Pour la France, cette entrée en scène au Vietnam des États-Unis, en matière de vente de matériels militaires, risque fort de contrarier les éventuelles perspectives qu'elle pourrait avoir sur ce type de marché.

COMMENTAIRES ET PROSPECTIVE

L'embargo américain à l'encontre du Vietnam sur les armements avait été prononcé en août 1964, en application de la loi sur le commerce avec l'ennemi (*Trading with the Enemy Act*), et maintenu par la suite sous diverses formes législatives, même après le rétablissement des relations diplomatiques en 1994. La décision de cette levée partielle de l'embargo, même si personne ne s'attendait à cela au moment où elle a été annoncée, n'est toutefois pas une surprise puisque la question avait été évoquée lors de la rencontre du général Martin Dempsey, président du comité des chefs d'état-major (*Chairman of the Joint Chiefs of Staff*), avec les hautes autorités vietnamiennes, lors de sa visite à Hanoï, à la mi-août (cf. Asie21 n°76, *Une visite symbolique ou décisive ?* Sophie Boisseau du Rocher).

Même si les Américains ont mis, comme condition à une levée complète de l'embargo, le constat de progrès dans le respect des droits de l'homme au Vietnam, il faut s'attendre à ce que la mesure soit désormais décidée assez rapidement et à partir de là permette aux Vietnamiens de se procurer, cette fois-ci, des armements.

Daniel H.C. Schaeffer, Asie21

Entreprise made in France

Inde

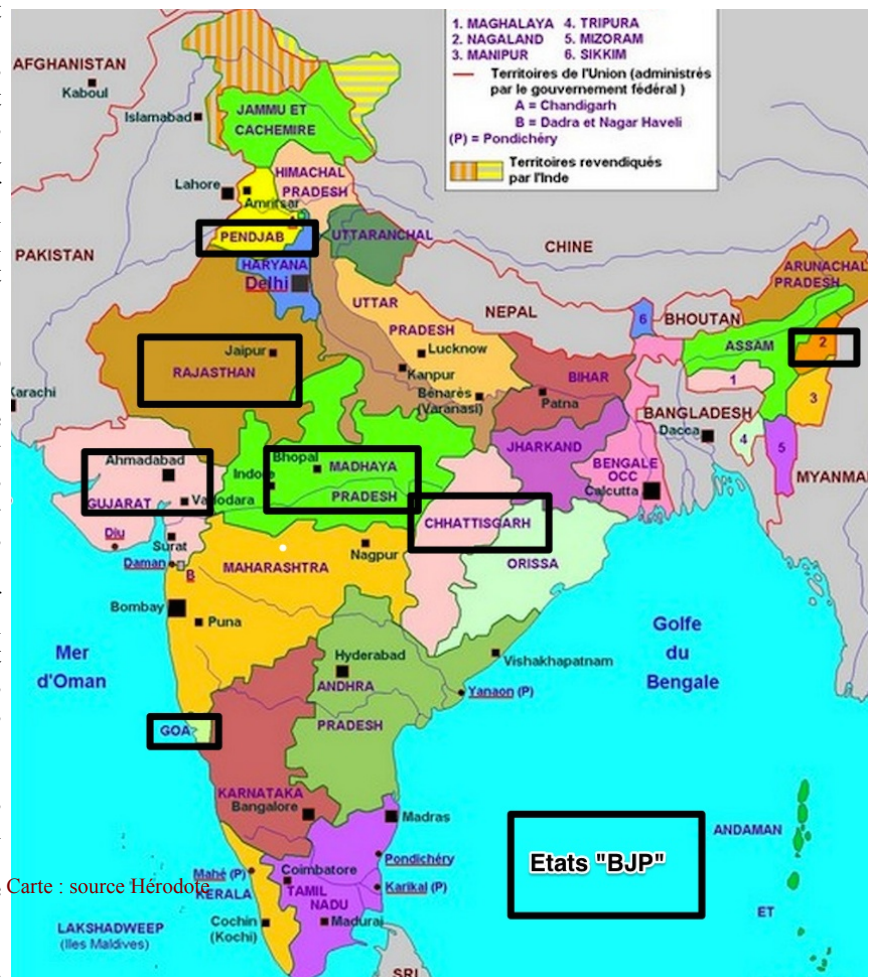
Les ambitions économiques de Narendra Modi

Dans le seul mois de septembre 2014, après avoir obtenu la promesse de 55 milliards de dollars de Tokyo et de Pékin et lancé l'ambitieuse campagne *Make in India*, Narendra Modi est allé aux États-Unis exposer ses projets et séduire les investisseurs potentiels. Moderniser l'Inde requiert à la fois une sérieuse réforme de l'administration, une simplification des textes réglementaires et, bien sûr, un investissement gigantesque. Pour réussir, il devra surmonter deux difficultés procédant du régime fédéral. *India 2020 : The Road to East Asia*, un récent rapport de la Deutsche Bank analyse le modèle économique de Modi pour l'Inde.

FAITS

- Le 1^{er} septembre 2014, la Deutsche Bank publiait un rapport sur le modèle économique que Narendra Modi veut mettre en œuvre durant son mandat 2014-2019, (*India 2020 : The Road to East Asia*). On y analyse les conditions dans lesquelles ce modèle pourrait fonctionner pour atteindre ses trois objectifs majeurs (développement de la production industrielle pour l'exportation, construction d'infrastructures lourdes, organisation d'une urbanisation volontariste et accélérée).
- Sur la lancée de la promesse de 55 milliards de dollars obtenus de Tokyo et de Pékin courant septembre, Modi, après avoir lancé l'ambitieuse campagne *Make in India* le 25 à New Delhi en vue d'attirer les investisseurs en Inde, est allé finir le mois aux États-Unis pour séduire les financiers privés (*I shall try to make the environment in India more business-friendly*). Familier des relations avec les milieux d'affaires, il s'est mis immédiatement au travail, lors de sa visite de 5 jours aux États-Unis, au cours de 6 entretiens particuliers avec les n° 1 de Boeing, Black Rock, IBM, General Electric, Goldman Sachs et KKR (fond d'actions privé) puis, le 29 septembre, en déjeunant avec 11 de leurs homologues, parmi lesquels ceux de Google, Carlyle Group, Citigroup, Caterpillar, Pepsico, AES Corporation, Hospira et Merck. Convaincus qu'il était crédible, ils se sont dit « enthousiastes (*thrilled* !) à l'idée de travailler avec lui ».

INDE : États et territoires Territoires « BJP »



Abonnement sur asie21.com

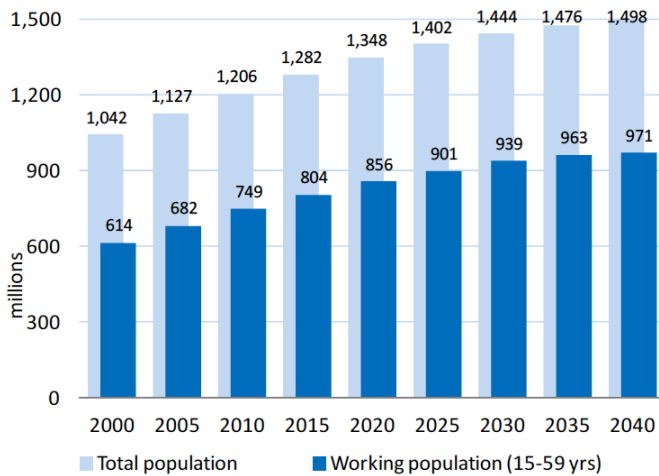


Diagramme : source Deutsche Bank 2014

ENJEUX

Moderniser le 2^e pays du monde par la population requiert à la fois un investissement gigantesque, un considérable effort de simplification/adaptation des textes (droit du travail, réglementation foncière et régime fiscal) et une réforme de l'administration. Les enjeux sont ceux que Modi, élu sur le mandat du « développement, de la bonne gouvernance et la stabilité », a tracé pour son pays :

- ⇒ créer 10 millions d'emplois par an pendant 5 ans pour répondre à une démographie marquée par la jeunesse ;
- ⇒ rééquilibrer les secteurs de l'économie en redonnant à l'industrie une part qu'elle avait perdue sous l'effet de l'essor spectaculaire des services (compléter le « bureau du monde » en ravissant à la Chine le titre « d'atelier du monde ») ; l'agriculture, qui emploie 50 % de la population active mais ne contribue que pour 14 % au PIB, devra se moderniser ;
- ⇒ innover le pays d'infrastructures de transport adaptées aux besoins actuels et à venir des personnes et des activités économiques et assurer la continuité de la fourniture d'électricité ;
- ⇒ donner des villes modernes à la population (logement, infrastructures urbaines, services, gouvernance).

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Ce serait se méprendre de penser que Modi puisse obtenir aisément à l'échelle de l'Union indienne ce dont il a été crédité comme ministre en chef (*Chief minister*) du

Gujarat (4 mandats successifs, de 2001 à 2014), faisant de cet État une destination majeure de l'investissement en Inde. Pour disposer de l'ensemble des leviers d'action nécessaires à la réussite de son plan de modernisation, il devra en effet surmonter deux difficultés procédant du régime fédéral de l'Inde, (l'autonomie des États a fréquemment paralysé les velléités centrales) :

- 1- **l'aptitude de Modi à travailler avec la majorité des États** sera son véritable test politique. L'Alliance démocratique nationale menée par le BJP (Bharatiya Janata Party), courroie de transmission privilégiée du renouveau, ne détient les postes de ministres en chef que dans sept États, sur 29 (Goa, Nagaland, Chattisgarh, Gujarat, Madhya Pradesh, Pendjab, Rajasthan, représentant un tiers de la surface de l'Union et à peine 10 % de sa population). NB : si les réformes annoncées par Modi y étaient mises simultanément en œuvre, l'ensemble formé par cinq d'entre eux, contigus, offrirait une vitrine démonstrative au nouveau gouvernement ; de son côté l'Alliance progressiste unie, autour du parti du Congrès, aujourd'hui dans l'opposition, en compte 13 (un tiers également de la surface de l'Union mais 26 % de la population). Cette aptitude conditionne largement le passage de l'obstacle suivant ;
- 2- **la capacité de Modi à redonner de la souplesse au droit du sol sera le second test.** Une partie notable des domaines (droit du sol, assainissement, agriculture, usage de l'eau, dont irrigation, routes) sans la modernisation desquels les grands travaux réalisés en amont par l'Union perdrait leur sens relève de la compétence de chaque État (*State list* ou *List-II*) et non de l'Union. Outre la recherche de financements, où il excelle, la réalisation de tous ses projets repose en effet sur la maîtrise foncière, qu'il s'agisse d'autoroutes, de voies ferrées pour la grande vitesse, de terrains pour les emprises industrielles ou la construction de villes nouvelles.

Rémi Perelman, Asie21
remi.perelman@numericable.fr

Compléments

- Extraits de *India 2020: The Road to East Asia* (Deutsche Bank, septembre 2014), sur Asie21.com
- Asie21 n° 75 juillet-août 2014, *Narendra Modi et la Chine*

Ne faites-pas de copie

2.

Les grappillages de Jorge Lusaf*

Chine

Chasseur dernier cri

Le ministère chinois de la défense aurait chargé China Weapons limited de construire un chasseur de sixième génération capable de délivrer des charges nucléaires moyennes et de mener des attaques ponctuelles, dites

chirurgicales. Le projet, nommé « Hironnelle », dépasserait en intentions les capacités opérationnelles qu'auront le F-22 américain et le Mig-37 russe. ■

Chine Sao Tomé et Príncipe

Pressions

La Chine exercerait des pressions sur Sao Tomé et Príncipe pour que décision soit prise de cesser les relations diplomatiques avec Taiwan.

La présence d'un navire de guerre chinois a été signalée à la mi-septembre par des pêcheurs, naviguant d'Est en Ouest dans les eaux territoriales entre les deux îles principales. Les autorités n'ont pas eu les moyens d'intervenir.

Un groupe d'hommes d'affaires de Hong-Kong était aux mêmes dates en visite dans la capitale. Bien qu'invités par une entreprise privée, ils ont rencontré plusieurs autorités ministérielles. En provenance de Libreville et conduits par un chef d'entreprises, porteurs de passeports chinois, ils sont restés cinq jours.

Ils ont proposé de construire des installations tant pour l'armée que pour le gouvernement ainsi que de délivrer

(*) Avertissement de la rédaction : les grappillages n'engagent que leur auteur.

Abonnement sur asie21.com

une importante ligne de crédit. Ils n'ont pas hésité à proposer, à titre personnel, des sommes d'argent à certaines personnalités rencontrées pour qu'elles poussent le président Manuel Pinto da Costa à accepter de recevoir une mission gouvernementale chinoise d'ici à la fin de l'année.

Ils ont déclaré qu'un contingent de voitures chinoises était stocké à Libreville pour être remises prochainement à des responsables de l'archipel.

Pour mémoire : Le Lesotho a ouvert la marche des ruptures diplomatiques avec Taiwan en 1994, suivi par le Niger en 1996, la Centrafrique, l'Afrique du Sud et la Guinée-Bissau en 1998. Si en 2001, Taiwan comptait encore 8 alliés africains, en l'espace de 5 ans (2003-2008), le Liberia, le Malawi, le Sénégal et le Tchad ont fait défection. Il n'y a plus que trois pays africain à maintenir des relations diplomatiques avec Taiwan : le Burkina Faso (16,5 millions d'habitants), São Tomé e Príncipe (165 400 habitants) et le Swaziland (1,2 million d'habitants). ■

Chine - Venezuela

Armement à gogo

Pékin vient de signer un accord avec Caracas qui ouvrira une ligne de crédit chinoise de 900 millions

de dollars pour l'acquisition de matériels de guerre. ■

Abonnement sur asie21.com

3.

Points à surveiller

Corées

Visite surprise d'une délégation nord-coréenne à Séoul

Choe Pyong-hae, proche du "cher leader", Corée du Nord

Chung Hong-won : Premier ministre, Corée du Sud

Hwang Pyong-so : vice-président nord-coréen de la commission de défense

Kim Jong-un : « Cher Leader », Corée du Nord

Kim Yong-gon : proche du "cher leader" et membre du Parti des Travailleurs, Corée du Nord

Park Geun-hye : présidente de Corée du Sud

Ryoo Kihl-jae : ministre de l'Unification, Corée du Sud

À l'occasion de la clôture des Jeux asiatiques, trois hautes personnalités nord-coréennes se sont rendues à Séoul le 4 octobre : Hwang Pyong-so, vice-président de la Commission nationale de défense (numéro deux du régime ?) et deux proches du « leader » Kim Jong-un, Choe Pyong-hae, et Kim Yong-gon (ce dernier du Parti des Travailleurs).

Elles y ont rencontré le ministre de l'Unification Ryoo Kihl-jae et le Premier ministre Chung Hong-won. Elles étaient porteuses des « chaleureuses salutations » du chef nord-coréen à la présidente Park Geun-hye, pourtant vilipendée en termes crus, il y a peu, par les autorités de Pyongyang. Une reprise du dialogue est prévue dans les semaines qui viennent, début novembre au plus tard.

Ces bonnes manières n'ont pas empêché de nouvelles escarmouches navales dès le surlendemain aux abords de la frontière maritime (contestée) entre les deux États. L'armée du Nord, en particulier, veut sans doute montrer qu'elle ne baisse pas la garde. Il n'est pas sûr qu'elle voie d'un bon œil les appels du pied des politiques vers les frères ennemis du Sud.

Toujours est-il qu'une rencontre à ce niveau, inattendue, est la première depuis cinq ans et revêt à l'évidence une importance à décrypter dans l'exercice de langage de bois coutumier à Pyongyang, et dans le langage codé qu'échangent depuis 60 ans les deux moitiés de la péninsule. Coincé dans sa schizophrénie entre la volonté de « persévérer dans son être » et de voir normaliser son statut international, le régime nord-coréen souffle peut-être encore le chaud et le froid. Mais, cette fois, il semble souhaiter voir baisser concrètement la tension ne serait-ce que pour que soient levées les sanctions qui le frappent. On évoque aussi le désir de rassurer le monde extérieur sur la santé de Kim Jong-un qui, à cette date, n'avait pas été vu en public depuis plus d'un mois.

Il est probable qu'on ne voie pas encore bout du tunnel, mais cette initiative de Pyongyang, inattendue, laisse présager que « quelque chose bouge » au nord du 38e parallèle, au-delà des contingences conjoncturelles.

Jean Hourcade, Asie21

La copie tue l'entreprise.

Océan Indien

Des sous-marins chinois dans l’océan Indien

Au cours des neuf premiers mois de l’année 2014, au moins deux contacts ont été établis avec des sous-marins chinois dans l’océan Indien.

- ▶ Le premier, en janvier, était avec un sous-marin à propulsion nucléaire de classe *Shang* patrouillant à l’ouest du golfe du Bengale.
- ▶ Le second, en septembre, fait plus rarissime, était avec un sous-marin à propulsion diesel de la classe *Song* en escale au *Colombo International Container Terminal*, contrôlé à 85 % par *China Merchant Holdings International* (cf. *Asie21* n°65, septembre 2013). Il a ensuite rejoint le golfe d’Aden afin de soutenir le groupe naval chinois dans le cadre de la lutte contre la piraterie maritime. Cette escale a eu lieu quelques jours avant une visite officielle du président Xi Jinping à Sri Lanka. Elle a été notifiée aux États-Unis, à Singapour, au Pakistan, à la Russie et à l’Indonésie.

Début 2013, deux rapports, l’un américain, l’autre indien, indiquaient de façon concordante une trentaine de contacts avec des sous-marins chinois dans l’océan Indien entre 2003 et 2012.

La pénétration sous-marine chinoise dans l’océan Indien révèle le renforcement continu des capacités navales de la République populaire de Chine et son aptitude croissante

à déployer des moyens au-delà de sa « première chaîne d’îles ». Marque-t-elle l’amorce d’une modification de l’équilibre stratégique dans l’océan Indien, ou à défaut, dans l’espace situé entre le détroit de Malacca et le golfe du Bengale ? Rien n’est moins sûr, car si la Chine possède dans les mers de Chine des intérêts vitaux, elle possède des intérêts, certes stratégiques, mais essentiellement tournés vers l’économie dans l’océan Indien. Cela ne devrait pas la conduire à s’engager dans une compétition navale avec l’Inde, sur le court et le moyen terme du moins, dans cette région tant la géographie lui est défavorable. Néanmoins, déployer des moyens navals dans l’océan Indien est autant l’occasion pour Pékin de lutter contre la piraterie maritime que d’amorcer une protection spécifiquement chinoise de ses routes commerciales. Autre élément à prendre en considération : la sécurité des sous-marins chinois déployés loin de leurs attaches maritimes. La manière dont la Chine résoudra ce problème fournira des indices sur le type de puissance internationale que celle-ci envisage de devenir à terme.

Laurent Amelot, *Asie21*

Russie

FEFU ДВФУ, la nouvelle université de Vladivostok

L'université fédérale d'Extrême-Orient « FEFU » (*Far Eastern Federal University*) est toute récente puisque son inauguration date du sommet de l'APEC à Vladivostok en septembre 2012.



Construit sur une **ancienne base navale** russe établie dans l'île Russkii, ce campus universitaire ambitieux a une capacité d'accueil de 25 000 étudiants avec des bâtiments grandioses pour les enseignements et les logements. Son accès est facilité par le **désenclavement de l'île**, rattachée au centre de la ville grâce aux deux ponts gigantesques nouvellement construits, le pont Zolotoy (Золотой мост, *Golden bridge*) et le pont de Russie (Русский мост, *Russky bridge*).

L'université fédérale a pour ambition de devenir le pôle universitaire d'excellence de la région et d'attirer les meilleurs étudiants de toute la zone Asie-Pacifique mais également d'ailleurs. Les langues utilisées sont le russe, l'anglais, le chinois et le vietnamien. **Le français est absent** et la France ne figure pas parmi ses partenaires européens.

Ne faites-pas de copie.



Vladivostok pont Zolotoy (Золотой мост - Golden Bridge) - Photo 10-2014 Catherine Bouchet-Orphelin/Asie21©

La FEFU espère intégrer rapidement le cercle des meilleures universités du monde mais pour l'heure, la sélection n'est pas satisfaisante, se faisant le plus souvent par l'argent que par le mérite.

Vladivostok, ville au fort potentiel de développement (les chantiers se multiplient dans le bâtiment, le ferroviaire, le traitement des déchets, etc.), a une position stratégique exceptionnelle sur la rive de la mer du Japon à la jonction entre Russie, Japon, Corée du Nord et Chine. Les Allemands, pour des raisons historiques y sont très présents depuis la création de la ville (1860). Une église luthérienne allemande y organise régulièrement des conférences. Construite en 1908, elle est un des rares édifices religieux ayant survécu à l'époque soviétique, et a servi jusqu'à une époque relativement récente de musée de la flotte du Pacifique. Pendant cette période, les Allemands de l'Ouest étaient de gros clients des pêcheries du Pacifique. À l'inverse, la présence française est très récente et très limitée. Au milieu des années 1990, un Américain, représentant d'une société américaine, parfaitement francophone avait ouvert de sa propre initiative un petit centre culturel français ! Une

À lire sur cette région

- **Dersou Ouzala**, Vladimir Arseniev, Payot petite bibliothèque, préface, cartographie de M. Jan, 2007
- **Aux confins de l'Amour**, Vladimir Arseniev, Actes Sud, 1994
- **Dans les collines de Mandchourie**, Nicolas Baïkov, Payot, 2004
- **Des tigres et des hommes**, Nicolas Baïkov, Payot
- **Cruelle est la terre des frontières**, Michel Jan, Editions Points, 2014
- **Le Milieu des Empires**, René Cagnat et Michel Jan, Robert Laffont, 1990
- **Le réveil des Tartares**, Michel Jan, Payot, 2002
- **The Russian Far East, a history**, John Stephan, Stanford University Press, 1996

partie de la population locale francophone vient de descendants de Polonais catholiques. Par la suite (assez récemment) a été mis en place une Alliance française.

Catherine Bouchet-Orphelin, Asie21

Ne faites-pas de copie.

Russie - Asie - Pacifique

Stratégie politique de la Russie dans la zone Asie-Pacifique

Viktor Larine est directeur de l'Institut d'Histoire, d'Archéologie et d'Ethnographie des peuples de l'Extrême-Orient près l'Académie des Sciences de Russie à Vladivostok. Spécialiste réputé de la Chine contemporaine, il est l'auteur de nombreuses publications dont un article intitulé « L'Asie orientale et l'Asie du Sud dans la stratégie de la politique extérieure de la Russie au XXI^e siècle ». Asie21 a jugé utile d'en faire un compte rendu à la veille de l'instauration officielle de l'Union eurasiatique, le 1er janvier 2015.

Dans les années 1990, la Russie a fait des tentatives malencontreuses pour se lancer dans une politique orientée vers la région Asie-Pacifique. Cet échec était dû au fait que cette région se trouvait au 3^e sinon au 4^e plan des priorités du gouvernement et à l'incompréhension et l'impréparation des personnes appelées à formuler cette politique.

Celle-ci se situait sur trois niveaux :

- ▶ **global**, dans lequel la Russie essayait de trouver en Asie, principalement en Chine et en Inde, un soutien en réponse à la pression américaine en Europe et en particulier à l'élargissement de l'OTAN à l'Est ;
- ▶ **régional**, où la Russie faisait des efforts en vue d'une intégration économique avec cette zone et cherchait en même temps à assurer la sécurité de ses frontières orientales ;
- ▶ cependant, ce sont les relations **bilatérales** avec la Chine et l'Inde qui demeurèrent prioritaires. Il arrivait aussi que des territoires russes d'Extrême-Orient prennent des initiatives qui ne coïncidaient pas avec les intérêts de Moscou.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a permis de corriger cette situation. « La conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie en 2000 » est le document de base de la nouvelle politique étrangère russe qui présentait le pays comme « la plus grande puissance eurasiatique ». En même temps, la Russie penchait plutôt du côté de l'Ouest et sa politique asiatique restait attachée aux relations bilatérales avec la Chine et l'Inde à laquelle s'ajoutaient le développement des rapports avec le Japon et la participation de la Russie à la solution du problème coréen.

Plus d'une fois, le président russe a manifesté la conviction que la deuxième tête de l'aigle bicéphale devait être orientée vers l'Est. Toutefois, sans la Sibérie et l'Extrême-Orient, la Russie ne pouvait pas être une grande puissance et afin de garder et de développer ces territoires, une intégration économique avec les pays de la région Asie-Pacifique était indispensable.

La stratégie définie par le président Medvedev, en 2008, reprenait les mêmes orientations tout en restant ancrée à l'Ouest, mais elle ajoutait le développement des relations avec l'Asie du Sud-Est et insistait sur l'établissement d'une sorte d'interaction économique et politique entre la Russie, l'Inde et la Chine. L'accord de 2004 sur la fixation définitive de la frontière russo-chinoise a ouvert une ère nouvelle dans les relations entre les deux pays.

S'agissant de la place de son pays dans le monde, Poutine, alors Premier ministre, déclarait en 2011 que « la Russie est une partie intégrante et organique de la Grande Europe, de la vaste civilisation européenne » et il préconisait la « création d'un espace économique et humain unique de l'Atlantique à l'océan Pacifique, d'une communauté appelée par les experts russes *Union de l'Europe*, qui renforcera les possibilités et les positions de la Russie dans son tournant économique vers la « *nouvelle Asie* » et il proposait d'étudier la « mise en œuvre d'une communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok ».

En février 2013, Vladimir Poutine a présenté une nouvelle rédaction de sa *Conception de la politique extérieure de la Russie* fondée sur « l'ouverture, la prévision, le pragmatisme, la réalisation et la défense des intérêts nationaux, bien entendu sans affrontement » où

Abonnement sur asie21.com

il a réaffirmé ses idées d'espace unique. Il a en même temps énoncé la « formation d'une union économique eurasiatique, lien entre l'Europe et la région Asie-Pacifique ». L'appartenance de la Russie à cet espace géopolitique en plein dynamisme ne peut que renforcer ses positions dans cette zone. Toutefois, fait remarquer Victor Larine, cet objectif vient après les priorités traditionnelles que sont la CEI, l'Europe, les États-Unis et même l'Arctique et l'Antarctique. Cela montre bien, qu'à cette époque, l'eurocentrisme domine encore la politique russe, alors que la sécurité dans la zone Asie-Pacifique devient une préoccupation majeure.

En 2012, la première visite d'État du président Poutine s'est adressée à la Chine et le *partenariat stratégique* entre les deux pays s'est transformé en une *interaction stratégique*. Un des résultats de cette politique a été la conclusion d'un grand accord pétrolier en juin 2013.

Avec le Japon les relations économiques se développent et Vladimir Poutine a accepté de reprendre les pourparlers sur les îles Kouriles du Sud.

La Russie entretient des relations avec les deux Corée. Poutine s'est rendu en novembre 2013 à Seoul où sa visite a été « fructueuse ». Moscou attache une

importance de premier plan à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

À propos de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe, Viktor Larine note que les documents officiels se réfèrent à la « réalisation des programmes d'essor économique » et non à leur développement en tant que tel. Il fait ressortir le scepticisme qui entoure le « nouveau tournant oriental » tant en Russie qu'à l'étranger. Pour certains, cette orientation est due davantage à la menace extérieure qu'à une réelle volonté politique. Cependant, le sommet de l'APEC à Vladivostok en 2012 s'est bien passé.

Pour l'instant, la percée de la Russie vers l'Est repose avant tout sur les relations avec la Chine, ce qui suscite la méfiance du Japon et des États-Unis. Le partenariat avec l'Inde, le Vietnam et l'Asie du Sud-Est continue à se développer.

En conclusion, l'auteur estime que les technocrates et bureaucrates russes restent fondamentalement tournés vers l'Ouest. Cependant, l'Occident fait tout ce qu'il peut pour pousser la Russie vers l'Est et celle-ci se voit contrainte d'élaborer une stratégie à long terme dans cette direction.

Jean Perrin, Asie21

Auteurs et membres du groupe Asie21 ayant participé au n°77 : Laurent Amelot, Sophie Boisseau du Rocher, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Hébert, Jean-Yves Heurtebise, Jean Hourcade, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Jorge Lusaf, Rémi Perelman, Jean Perrin, Daniel Schaeffer ■

Abonnement sur asie21.com



LETTRE CONFIDENTIELLE Asie21 - futuribles
• VEILLE • ANALYSE • PROSPECTIVE •
Le contexte de l'intelligence stratégique

Bulletin d'abonnement

À compléter en lettres capitales et à retourner avec votre règlement à l'adresse ci-dessous ; une facture vous sera adressée en retour :

oui, je souhaite m'abonner à la publication électronique mensuelle

COORDONNÉES

- M. Mme
 Société ou Organisme
 Titre / Fonction

Nom :
Raison sociale :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Courriel de livraison:@.....

TARIFS annuels (prix par lecteur) cocher la case ¹

Abonnement annuel - 11 numéros

<input type="checkbox"/> 1 lecteur	€HT 970 (+ tva 194 €)	TTC 1 164 € ²
<input type="checkbox"/> 5 lecteurs	€HT 500 (+ tva 100 €) ²	TTC 600 € ²
<input type="checkbox"/> 10 lecteurs	€HT 400 (+ tva 80 €) ²	TTC 480 € ²
<input type="checkbox"/> 20 lecteurs	€HT 300 (+ tva 60 €) ²	TTC 360 € ²
<input type="checkbox"/> illimité	€HT 21 400 (+ tva 4 280 €) ²	TTC 25 680 €

TVA à 20 %

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE : cf. site asie21.com. En vous abonnant, vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales de vente et les accepter.

REGLEMENT (cocher la case)

- Chèque (uniquement en euros, à l'ordre de Finaldées)
 Par virement bancaire (nous contacter)

Date : _ _ / _ _ / _ _

Signature ¹ :

(1) : obligatoire

(2) : prix par lecteur

**Directeur de publication &
Rédacteur en chef**
Catherine Bouchet-Orphelin

© Copyright 2014
**Reproduction interdite dans tout
format papier ou électronique.**

Finaldées eurl
Siège social : 13 avenue Boudon
75016 Paris

Comité de rédaction

Laurent Amelot, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Dombrowsky, Emmanuel Dubois, Patrick Hébert, Jean-Yves Heurtebise, Jean Hourcade, Michel Jan, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Michel Lumaux, Jorge Lusaf, Rémi Perelman, Jean Perrin, Daniel Schaeffer.



Abonnement
contact@asie21.com
www.asie21.com

ISSN 2105-0627
RCS Paris B 409 224 169
Siret : 409 224 169 00014
Code APE : 741G
N°ident. intracommunautaire :
FR70409224169.